

## NOURREDINE-YAZID ZERHOUNI : «Le Conseil constitutionnel était ciblé depuis plusieurs mois»

**Le ministre de l'Intérieur a annoncé hier que le double attentat à la bombe qui a frappé hier les quartiers de Ben Aknoun et de Hydra a causé la mort de 22 personnes. Nourredine-Yazid Zerhouni a reconnu que le siège du Conseil constitutionnel figurait parmi les cibles du GSPC.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Officiellement, les attentats d'hier ont fait 22 morts et 177 blessés.

«Le bilan provisoire arrêté à 16h fait état de 12 personnes décédées à Hydra dans l'attentat qui a ciblé le siège de l'ONU à Alger et de 10 morts dans l'explosion qui a ciblé le siège du Conseil constitutionnel à Ben Aknoun», a affirmé, hier après-midi, le ministre de l'Intérieur lors d'une conférence de presse. Nourredine-Yazid Zerhouni a indiqué «qu'aucun membre du personnel des services de l'ONU n'avait été identifié parmi les victimes». «Trois membres du personnel des Nations Unies figurent parmi les blessés :

deux Sénégalais et une Libanaise», et une quatrième victime, «un Camerounais, non identifié. Selon lui, «trois personnes de type asiatique, non encore identifiées», ont péri dans l'explosion qui a ciblé le Conseil constitutionnel à Ben Aknoun.

Trois passagers de deux bus de transports d'étudiants ont eux aussi perdu la vie. Zerhouni a précisé qu'il restait encore 53 blessés au niveau des structures sanitaires de la capitale.

Notons que le bilan fourni par le représentant du gouvernement est nettement inférieur à celui annoncé au courant de la journée par certains médias étrangers.

De «petits véhicules», dont un «transportait une citerne» dans le cas de Hydra ont été utilisés par les terroristes pour commettre ces deux actes. «Il est fort probable que ce soient des attentats kamikazes. Il est également possible que les explosifs aient été actionnés à distance comme cela a été le cas lors d'actions précédentes», a-t-il noté en attribuant ces deux actes au GSPC. «Après les attentats du 11 avril, les services de sécurité

ont arrêté plusieurs membres de ce groupe qui ont avoué que le siège du Conseil constitutionnel faisait partie de leurs cibles. C'est une cible ancienne. L'objectif était arrêté depuis plusieurs mois.» Selon lui, «cet attentat était attendu».

Zerhouni considère que ces deux attentats sont à mettre sur «le compte de la baisse de vigilance» des services de sécurité et des citoyens. «Certains pensent qu'il y a une relation avec le 11 du mois. Moi je considère qu'ils ont profité d'une baisse de vigilance suite au dispositif mis en place lors des élections locales. Il faut également dire qu'un attentat à la voiture piégée est facile à organiser mais difficile à déjouer.» Le ministre s'est montré très vague à propos de la poursuite ou non de la politique de réconciliation nationale préférant plutôt insister «sur la perte de vitesse du GSPC». Questionné sur la réaction des ressortissants étrangers suite au double attentat d'hier, il répondra que cette dernière «dépendra de leurs intérêts en Algérie».

T. H.

## Scènes de chaos au CHU Mustapha

**Alger a sombré, hier, dans un climat de psychose générale. Le scénario du 11 avril 2007 s'est répété.**

**Wassila Zeghtitouché - Alger (Le Soir)** - Quelques minutes après les deux attentats qui ont ciblé le Conseil constitutionnel et le siège de l'ONU, les sirènes des ambulances retentissaient dans la capitale.

Les blessés sont évacués vers les diverses structures hospitalières. CHU Mustapha-Pacha, 10h 30 : un dispositif de sécurité est déjà mis en place, notamment à l'entrée principale de l'hôpital.

Devant le service des urgences, une foule impressionnante s'est formée.

Des citoyens encore sous le choc sont venus sonder les premières informations.

On y guette l'arrivée des ambulances qui se succèdent, transportant les premiers blessés.

Des consignes strictes sont données, interdisant l'accès aux urgences à toute personne étrangère au service. Difficilement, nous réussissons à apercevoir une jeune femme blessée grièvement au visage par le souffle de la bombe.

A sa vue, les citoyens qui se bousculent tentent de se rapprocher pour y voir plus clair. Les traits tirés, ils se désolent devant ce spectacle, qui se répétera plusieurs fois en cette macabre journée.

Après avoir reçu les premiers soins, elle sera transportée vers un service spécialisé. Au milieu de la foule, qui ne cesse de se densifier, commencent alors commentaires et rumeurs.

Mais également des accusations. L'Etat est pris pour responsable. «Ce sont toujours les pauvres citoyens qui paient, même quand l'attentat

visait les institutions de l'Etat», lancera un jeune homme en essayant tant bien que mal de suivre des yeux un blessé évacué. Se désolant pour l'état des blessés, une vieille femme très émue évoque l'attentat kamikaze de Bab-Ezzouar.

A l'adresse d'autres femmes, elle insiste : «Cette fois-ci encore, c'est l'œuvre d'un kamikaze. Ils prennent de jeunes adolescents, les endocrinent, les mettent sous stupéfiants et les envoient vers l'enfer.»

Elle ajoutera : «C'est le malheureux peuple qui paie.» Choquée, elle avouera : «Je préfère périr dans la misère, mais pas déshonorée comme ces pauvres victimes.» A quelques mètres de ce service, une infirmière du service d'ophtalmologie est en pleurs. Elle revient du service des urgences.

«C'est affreux. Comment réussirai-je à dormir ce soir ? J'ai vu un Africain complètement défiguré. Le pauvre est méconnaissable. Son visage était comme dévoré par des piranhas. Sa jambe déshiquetée», raconte-elle en sanglotant. Moins d'une heure après, le nombre de curieux s'est multiplié. Commence alors l'anarchie.

Des dizaines de personnes se regroupent ça et là, devant l'entrée des urgences, gênant le passage des ambulances.

Les agents chargés de la sécurité dressent des barrières de sécurité afin de dégager le terrain et faciliter l'accès aux véhicules.

Le directeur de l'hôpital, un peu «dépassé», veille lui-même à ces opérations. Assailli par les journalistes, M.



Photo : Waïd T.

Daher donne son premier bilan : «33 blessés dont trois en situation critique. Un décès est à déplorer et je regrette de le signaler. Nous avons également parmi les blessés un agent de police amputé d'une jambe.»

La majeure partie de ces blessés sont, selon lui, des victimes de l'attentat de Hydra. Deux évacuations ont été faites à partir de l'hôpital de Bir-Trarira vers Ben-Aknoun.

Parmi les blessés graves figurent des étrangers : «un Africain et un Asiatique.» Il s'agit de ce même Africain dont parlait l'infirmière.

Une première liste portant les noms des blessés est placardée. C'est la ruée : plusieurs personnes se bousculent dans l'espoir de voir inscrit le nom d'un parent, d'un ami ou d'un voisin. A l'image de cette maman abattue, sans nouvelles de sa fille étudiante à Ben-Aknoun.

Compatissant à sa douleur, de jeunes étudiants tentent de la consoler. En vain. Elle sera orientée vers d'autres structures. A midi, les blessés

légers sont reconduits chez eux. «La plupart des blessés légers ont quitté l'hôpital. Certaines victimes, sous le choc, sont prises en charge par des psychologues.

Les autres cas ont été transférés vers les services spécialisés (chirurgie maxillofaciale, traumatologie, ophtalmologie...), a rassuré le directeur.

Et d'ajouter : «En matière de consommable médical, tout est suffisant. Nous avons assez de sang et les citoyens sont venus massivement faire des dons. Les IRM, échographes et autres appareils fonctionnent bien. Nous avons également déployé 5 ambulances ultramodernes qui se sont déplacées sur les lieux des attentats.»

Le ministre de la Solidarité nationale, Ould Abbès, s'est rendu auprès des blessés. Des constats seront faits, des bilans seront établis, la vie reprendra son cours normal.

Mais ce 11 décembre «dramatique» sera gravé dans la mémoire du peuple.

W. Z.

## LA CAPITALE A VÉCU AU RYTHME DES RUMEURS Psychose à Alger

Alger a vécu hier au rythme des nouvelles macabres et des rumeurs. Les deux explosions survenues peu avant dix heures ont replongé les Algérois dans un climat d'horreur qu'ils n'ont pas eu le temps d'oublier. De folles rumeurs ont circulé durant toute la journée faisant état d'attentats dans plusieurs quartiers de la capitale. «Il paraît qu'une bombe a explosé à Kouba, une autre au Golf». Des informations qui se sont heureusement avérées fausses. Les sirènes stridentes des ambulances évacuant les blessés n'ont fait qu'alourdir une atmosphère pesante. Les Algérois ont spontanément renoué avec les réflexes de survie acquis tout au long des années de braisage. Aussitôt après les explosions, les réseaux téléphoniques ont été saturés, plongeant les personnes désireuses de demander des nouvelles dans une indescriptible angoisse. D'ordinaire encombré, le tronçon menant de la place du 1<sup>er</sup> Mai à Ben-Aknoun était étrangement fluide. Tout au long du trajet, les ambulances arrivant de Ben-Aknoun foncent à toute allure vers le CHU Mustapha-Pacha. Le quartier d'El-Biar, d'habitude très animé, est étrangement vide. Les quelques personnes vaquant à leurs occupations commentaient l'attentat ayant visé le Conseil constitutionnel. «C'est horrible !» s'exclame une dame visiblement affectée et pressée de rentrer chez elle. Au niveau du carrefour de Châteauneuf, la présence policière est renforcée. Impossible d'accéder à Ben-Aknoun. Toutes les voitures sont priées de rebrousser chemin. Intransigeants, les policiers refoulaient tous ceux qui essayaient de les convaincre de les laisser passer. Une foule compacte afflue de Ben-Aknoun. Il s'agit essentiellement d'étudiants ayant quitté la faculté de droit. Choqués et très inquiets, certains se précipitaient sur les policiers pour en savoir un peu plus. Ils se sont heurtés à un mur de silence. Les policiers se sont donné le mot pour ne dire qu'une seule phrase : «Tout va aller Inchallah.» Une réponse qui n'a pas rassuré les étudiants qui avaient appris qu'un bus transportant des étudiants avait été soufflé. A niveau de la fac centrale, c'est carrément la panique. Des étudiantes se sont évanouies sous le coup de l'émotion. «On a cru à un tremblement de terre», dit l'une d'entre elles, accrochée au téléphone pour tenter de joindre une amie à elle. Dans le périmètre sécurisé et qui englobe, outre le Conseil constitutionnel, la résidence des magistrats, l'école de magistrature et la Cour suprême, l'émotion est à son comble.

Les employés des différentes institutions racontent ce qu'ils viennent de vivre. Ils ont vu leurs collègues mourir, d'autres blessés et sont avides d'informations. Mais là aussi, c'est le black-out. Ni les employés des institutions ni leurs familles ne sont autorisés à franchir le cordon de sécurité. Une dame supplie le policier de la laisser passer. Elle fond en larmes mais les instructions sont claires : pas d'exception. Les familles vont devoir patienter. Pris de panique, des parents courent dans tous les sens. Les enfants sont aussitôt retirés des écoles mitoyennes, d'autant que la déflagration a soufflé les vitres du CEM se trouvant à quelques encablures du lieu de l'attentat. Les Algérois ont préféré se cloîtrer chez eux. On leur avait dit que le terrorisme, c'était fini, ils ont pu vérifier la «vérité» de ces thèses...

N. I.